

Agence de Rouen

50 rue Ettore Bugatti

76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY

Tel 02 78 77 50 89

rouen@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 20240513

Mission(s)	
ATHAND, F, L (*), LE, PHA, SEI (*), VIEL (*)	
Nos références	Date
760C231T ¹ (760-C-2023-003H)	09/10/2024

ROUEN(76) RENOVATION DE L'ESCALIER ET DE LA SALLE VITRAUX PREFECTURE DE ROUEN

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1 PHASE PRO



Envoi	SERVICES DE L'ETAT POUR LA FACTURATION ELECTRONIQUE - BAUDOUIN - ROBINSON	Maître d'ouvrage	sandrine.baudouin@seine-maritime.gouv.fr / cecile.robinson@seine-maritime.gouv.fr geudes@alpes-contrôles.fr
	Alpes contrôles - Agence de Rouen - EUDES Grégory	Contrôles Technique	

Le chargé d'affaire,
Xavier MACH

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 3

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 3

 IV.1 - Désignation des intervenants..... 3

 IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... 3

 IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... 3

 IV.4 - Calendrier des travaux..... 4

V - DOCUMENTS EXAMINES..... 5

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... 6

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 7

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... 8

 VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)..... 9

 VIII.2 - Solidité des existants..... 12

 VIII.3 - Isolation acoustique - autre établissement..... 14

 VIII.4 - Fonctionnement des installations 15

 VIII.5 - Classement et référentiel..... 16

 VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)..... 18

 VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type W (*)..... 22

 VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)..... 23

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

PREFECTURE de LA SEINE MARITIME

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°760-C-2023-003H et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- F - Mission de fonctionnement des installations
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- PHA - Mission relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Xavier MACH

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Rénovation de l'escalier et de la salle vitraux

Adresse de l'opération :

7 PLACE DE LA MADELAINE ROUEN(76)
76000

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 01/02/2024

Durée prévisionnelle des travaux : 9 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- **CCTP PHASE PRO** - Date : 09/2024 - Réception : 02/10/2024

CCTP Lots 1 à 5 Du Cabinet F PETIT et E DE BERGEVIN

- **Plans architectes** - Date : 09/2024 - Réception : 02/10/2024

Carnet de plans - Planches 01 à 17 Du Cabinet F PETIT et E DE BERGEVIN

- **Plans techniques de reprises** - Date : 08/2024 - Réception : 02/10/2024

Carnet de plans Planches 1 à 10

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - SERVICES DE L'ETAT POUR LA FACTURATION ELECTRONIQUE

- * Mission sécurité : balisage de sécurité :
Il ne semble pas y avoir de BAES dans l'escalier ?

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Isolation acoustique - autre établissement
- Fonctionnement des installations
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type W (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		travaux intérieurs
	Référentiel de calcul applicable		
	Vent Zone de vent	SO	
	Neige Zone de neige et altitude	SO	
	Charges d'exploitation Planchers	AF	Il est prévu une surcharge de 250 kg/m2. Surcharge compatible avec l'usage de l'escalier. Escalier de secours.
	Protection contre les termites		
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE	SO	Pas de travaux de fondations
	TERRASSEMENTS	SO	Pas de travaux
	VOIRIES	SO	Pas de travaux
	RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT	SO	Pas de travaux
	DALLAGES	SO	Pas de travaux
	FONDATIONS	SO	Pas de travaux
	CONSTRUCTION EN BOIS		
	MATERIAU BOIS	AF	Tous les bois de la charpente sont prévus être traités par injection d'un produit curatif fongicide et insectice CTBP+

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	STRUCTURE BOIS	AF	<p><u>Travaux prévus salle des vitraux :</u> Renforcements de 3 poutres maitresses : - suspension à 2 HEB + tige filetée + brochage cassure (2 poutres) - Appuis des HEB sur arase mortier et platr métallique - Ajout de fer plat métallique en sous face (1 poutre) - Il est prévu l'inspection des abouts de poutres et les reprises si nécessaire.</p> <p><u>Travaux prévus sur escalier :</u> - Assemblages et gerces à reprendre par brochage avec vis SFS - Limons dégradés : après purges et sondages reprise résine et/ou reprise résine et ajout d'armatures. - Stabilisation partie basse de limon part tiges métalliques scellées à la résine dans marche de départ. - Réfection carrelage, marches et palier.</p> <p><u>Travaux sur charpente :</u> - sondages et recherche de bois sains. Purges - Toutes sujétions de renforts par greffes ,injection de résine, moisage etc....</p> <p>Il est prévu au CCTP toutes sujétions de diagnostics, notes de calcul de dimensionnements poutres, suspentes, platines, greffes résine , plans d'exécution et fiches techniques.</p>
	COUVERTURE / ZINGUERIE	SO	Pas de travaux
	FACADES ET PIGNONS	SO	Pas de travaux
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE	SO	Pas de travaux
	REVETEMENTS DE SOL	AF	Remplacements et reprises de parquet Ragréage fibré sur primaire si besoin Sol souple collé U3P3E1C0
	GARDE-CORPS	AF	<p>Il est prévu la remise en conformité des gardes coprs suivants la NFP 01 012 : - Rajouts de barreaudage - Réhaussement mains courantes - Toutes sujétions de fixations et de reprises dans limons et murs. Pose de mains courante sur mur sui norme PMR</p>

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants	PM	Les travaux sont uniquement situés à l'intérieur du bâtiment A. Ils concernent : - L'escalier et les paliers - Le plancher haut RDC de la salle des vitraux - La charpente des combles.
	Analyse critique de l'étude géotechnique	SO	Pas de travaux sur les fondations
	Ouvrages de structure	AF	<u>Travaux prévus salle des vitraux :</u> Renforcements de 3 poutres maitresses : - suspension à 2 HEB + tige filetée + brochage cassure (2 poutres) - Appuis des HEB sur arase mortier et plâtre métallique - Ajout de fer plat métallique en sous face (1 poutre) - Il est prévu l'inspection des abouts de poutres et les reprises si nécessaire. <u>Travaux prévus sur escalier :</u> - Assemblages et gerces à reprendre par brochage avec vis SFS - Limons dégradés : après purges et sondages reprise résine et/ou reprise résine et ajout d'armatures. - Stabilisation partie basse de limon part tiges métalliques scellées à la résine dans marche de départ. - Réfection carrelage, marches et palier. <u>Travaux sur charpente :</u> - sondages et recherche de bois sains. Purges - Toutes sujétions de renforts par greffes ,injection de résine, moilage etc.... Il est prévu au CCTP toutes sujétions de diagnostics, notes de calcul de dimensionnements poutres, suspentes, platines, greffes résine , plans d'exécution et fiches techniques.
	Façades	SO	Pas de travaux sur les façades
	Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)	SO	Pas de travaux sur le clos et couvert.

VIII.3 - Isolation acoustique - autre établissement

Mission sans objet: Pas de sujet acoustique

VIII.4 - Fonctionnement des installations

Mission sans objet: Pas d'installations techniques

VIII.5 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Réfection de l'escalier monumental et de la salle des vitraux dans le bâtiment A de la Préfecture.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : Pas de travaux hormis dépose et repose
- Equipement d'alarme / SSI : Non modifié
- Moyens d'extinction fixes : Non modifié
- Ventilation : Non modifié
- Chauffage : Non modifié
- Désenfumage : Existant non modifié dans la cage d'escalier

Date d'application du référentiel réglementaire : 01/02/2024

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Suivant PV de commission de sécurité visite périodique
Effectif du public : personnes

2ème catégorie de type W

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

A fournir

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 21/04/1983 portant approbation des dispositions particulières applicables au type W
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Autres prescriptions particulières :

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.		Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.		
GE 9	Rapports de vérifications.		Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	Chapitre II - Construction		
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	SO	
CO 6 - CO 10	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers	SO	
	Section III - Résistance au Feu des Structures		
CO 11	Généralités.	AF	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	AF	Les structures sont réputées être SF 1 Heure. Les profilés métalliques sont protégés. Le plancher de la salle des vitraux n'est pas modifié : il est réputé être CF 1 heure : A confirmer
CO 16 - CO 18	Section IV - Couvertures	SO	
CO 19 - CO 22	Section V - Façades	SO	
	Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage		
CO 23	Généralités.	PM	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Pas de modifications
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	SO	
CO 27 - CO 29	Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers	HM	Pas de travaux
CO 30 - CO 33	Section VIII - Conduits et Gaines	HM	Pas de travaux
	Section IX - Dégagements		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	non modifié par les travaux
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	non modifié par les travaux
CO 37	Saillies et dépôts.	PM	
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	non modifié par les travaux
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	Mission sécurité : balisage de sécurité : Il ne semble pas y avoir de BAES dans l'escalier ?
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balisage des dégagements.	AS	
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	HM	non modifié par les travaux
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	HM	non modifié par les travaux
CO 45	Manoeuvre des portes.	HM	non modifié par les travaux
	Sous-section 3 - Escaliers		
CO 49	Répartition des escaliers et distances maximales à parcourir.	HM	non modifié par les travaux
CO 50	Conception des escaliers.	HM	non modifié par les travaux. Reprises et renforcement à l'identique
CO 51	Sécurité d'utilisation des escaliers.	AF	
CO 52	Protection des escaliers et des ascenseurs.	HM	non modifié par les travaux
CO 53§1	Cages d'escaliers et d'ascenseurs encloisonnés.	HM	non modifié par les travaux
CO53§2	Parois d'encloisonnement.	HM	non modifié par les travaux
CO53§3	Accès aux escaliers encloisonnés.	HM	non modifié par les travaux
CO53§4	Absence de conduits à risque	HM	non modifié par les travaux
CO53§4	Absence de conduits électriques étrangers	HM	non modifié par les travaux
CO53§4	Absence d'accès à des locaux annexes.	HM	non modifié par les travaux
CO 54	Escaliers et ascenseurs à l'air libre.	SO	
CO 55	Escaliers droits.	SO	
CO 56	Escaliers tournants.	HM	non modifié par les travaux
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	HM	non modifié par les travaux
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	HM	non modifié par les travaux
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	HM	non modifié par les travaux
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	HM	Sol souple à priori dans une zone non ERP
AM 8	Produits d'isolation.	HM	non modifié par les travaux
	Chapitre IV - Désenfumage		
DF 1	Objet du désenfumage.	HM	LA cage est désenfumée. PAs de travaux
CH 1 - CH 58	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire	HM	non modifié par les travaux
EL 1 - EL 23	Chapitre VII - Installations électriques	HM	Pas de travaux hormis de la dépose repose de luminaires
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
MS 53 - MS 69	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)	HM	Pas de travaux sur le SSI

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type W (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre Premières Catégories</p> <p>Titre II Dispositions Particulières</p> <p>Chapitre XI - Arrêté du 21 avril 1983 Etablissements du Type W (Administrations, Banques, Bureaux)</p> <p>Section I - Généralités</p> <p>W1 Etablissements assujettis.</p> <p>W 2 Calcul de l'effectif.</p> <p>Section II - Construction</p> <p>W 3 Conception de la distribution intérieure.</p> <p>W4 Locaux à risques particuliers.</p> <p>W 5 Enfouissement.</p> <p>W 6 Patios et puits de lumière.</p> <p>W 7 Parc de stationnement couvert.</p> <p>Section III - Dégagements</p> <p>W 8 Escaliers.</p> <p>Section IV - Désenfumage</p> <p>W 9 Domaine d'application</p> <p>Section V - Eclairage</p> <p>W 10 Eclairage de sécurité.</p> <p>Section VI - Moyens de Secours et Consignes</p> <p>W 11 Moyens d'extinction .</p> <p>W11§1 Extincteurs</p> <p>W11§2 RIA</p> <p>W11§3 Colonnes sèches</p> <p>W12 Trémies d'attaque</p> <p>W 13 Mise en oeuvre</p> <p>W 14 Systèmes de sécurité incendie, système d'alarme</p> <p>W 15 Système d'alerte</p> <p>W 16 Défense de fumer</p>	<p></p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>HM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p>	<p>Arrêté du 21/04/1983 modifié par arrêté du 24/09/2009 et précédents.</p> <p>Cf « Classement et référentiel</p> <p>non modifié par les travaux</p> <p>non modifié par les travaux</p> <p>non modifié par les travaux</p> <p>Voir article EL</p> <p>non modifié par les travaux</p> <p>non modifié par les travaux</p> <p>non modifié par les travaux</p>

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants Implantation et géométrie des garde- corps Implantation <ul style="list-style-type: none"> - Aux abords du bâtiment - En façade : allèges de baies, balcons, terrasses - Dans les cages d'escaliers , circulations, zones publiques - Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation 		
CCH L134-12			
NF P01-012	Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012 <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur de protection normale - Hauteur de protection réduite avec appui précaire - Eléments permettant l'agenouillement - Espacement entre éléments de remplissage 	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF E85-015	Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015 <ul style="list-style-type: none"> - Obligation de garde-corps si risque de chute 50 cm - Hauteur de protection - Lisse intermédiaire, plinthe - Espace libre entre éléments de garde-corps. 		Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus.
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes <ul style="list-style-type: none"> - Façades : allèges et parois vitrées - Garde-corps 		
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes - Visualisation - Traitement des bords libres accessibles - Cas particulier : séparation des balcons - Cas particulier des établissements scolaires - Cas particulier des établissements sportifs couverts 		
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre Ouvrages inclinés Réceptacle au droit des passages traversants		
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture		
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées		
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants		
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	Section 3 : Quais et rampes de déchargement		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-20	Nombre et implantation des issues		
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute		
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.		
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses		
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.		
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.		
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.		
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)		
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.		
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)		
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension		
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.		
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)		
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.		
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.		
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.		
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)		
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section		
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents		
R4216-3	Isolement des Tiers		
R4216-4	Détermination de l'effectif		
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.		
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements		
R4227-9	Conception escaliers		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols		
R4227-13	Signalisation des issues		
R4227-14	Eclairage de sécurité		
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements		
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.		
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation		
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
	Section 3 Désenfumage		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers		
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel		
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique		
R4216-16	Voir arrêté d'application	PM	
	Section 4 Chauffage des Locaux		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	Combustibles liquides		
R4227-18	Installations des appareils		
R4227-19	Alimentation des appareils		
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie		
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment		
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution		
R4216-20	Usage de la brasure tendre		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables		
R4216-21-1	Dispositions générales pour la prévention des risques d'explosion (R4227-42)	HM	
R4216-21-2	Dispositions spécifiques relatives aux installations électriques		
R4216-21-3	Arrêté spécifique pour installations industrielles utilisant gaz combustible et hydrocarbures liquéfiés		
R4216-22	Ventilation		
R4216-23	Dispositions prises pour la conception des locaux		
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)		
R4216-25	Accès aux façades		
R4216-26	Protection des escaliers		
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs		
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent		
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application		
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs		
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire		
R4227-31	Accès et manipulation faciles		
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité		
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction		
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.		
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.		
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.		
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.		
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.		
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.		
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gainés et conduits.		
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloués Escaliers et ascenseurs à l'air libre		
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloués Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure		
	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail		
Art.10	Généralités.		
Art.11	Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.		
Art.12	Désenfumage naturel.		
Art.13	Désenfumage par tirage mécanique.		
Art.14	Règles relatives aux systèmes de désenfumage		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage mécanique		
Art 14	- Alimentation électrique des installations de désenfumage mécanique.		
Art 14	Atrium : règles de construction suivant l'IT 263		
Art 14	Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263		
Art.15	Vérification des installations de désenfumage.		
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage		
	Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public		Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/1968	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public.		
Arrêté du 01/07/20 04	Installations de Stockage Produits petroliers Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers.		
Arrêté du 30/07/19 79	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.		
Arrêté du 23/02/20 18	Installations de Gaz Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes Organe de coupure Alimentation en gaz Ventilation des locaux Évacuation des produits de combustion		
Arrêté du 22/10/19 69	Conduits de Fumée Conduits de fumée desservant les logements.		
	DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013		
Art 3 décret 2011-36	Obligation pour tout logement à compter du 8 mars 2015.	PM	Y compris logement de fonction ou occupé en raison de l'exercice d'un emploi.
R142-3	Détecteurs sous la responsabilité du propriétaire pour les logements attribués ou loués en raison de l'exercice d'une fonction ou d'un emploi.	PM	Les avis sont donnés au regard de la réglementation applicable mais la responsabilité de l'installation, la mise sous tension et l'entretien incombent au propriétaire.
R142-3	Entretien des détecteurs sous la responsabilité de l'occupant	HM	L'entretien des détecteurs est à respecter par l'occupant
R142-2	Présence d'au moins un détecteur par logement.		
R142-2	Implantation de préférence dans la circulation ou le dégagement desservant les chambres, à proximité du point le plus haut et à distance des autres parois et des sources de vapeurs.		
Art 2	Conformité des détecteurs prévus à l'article 2 de l'arrêté du 5/2/2013		
Art 3	Interdiction des détecteurs utilisant l'ionisation.		A respecter également en exploitation.
Art 4	Marquage CE		
Art 6	Interdiction d'installer des détecteurs autonomes avertisseurs de fumée dans les parties communes.		A respecter également en exploitation.
R142-2	Mise sous tension, surveillance, entretien.	HM	
R142-5	Attestation à l'assureur.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- Décret n° 2003-296	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR Preuve de conformité des appareils sous pression de gaz et de vapeur par le marquage approprié. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS Communication des prescriptions établies par la personne compétente en radioprotection. Compatibilité des dispositions constructives prévues avec les prescriptions établie par la personne compétente en radioprotection. Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...).	HM	
Arrêté du 21/12/19 93	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL Section 1 - Définitions ART. 1 Définitions pour l'application du présent arrêté. Section 2 - Installations nouvelles ART. 2 Prescriptions relatives aux installations nouvelles de portes ou portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail destinées au passage de véhicules. ART. 3 Dispositions à prendre pour toute nouvelle installation de porte et portail automatique ou semi-automatique sur les lieux de travail. ART. 4 Exigences complémentaires relatives aux portes automatiques pour piétons sur les lieux de travail. Section 3 - Installations existantes ART. 5 Dispositions relatives aux installations de portes ou portails automatiques et semi-automatiques destinées au passage de véhicules et accessibles au public mises en place sur les lieux de travail avant l'entrée en vigueur des précédents articles. ART. 6 Prescriptions relatives aux autres portes et portails automatiques devant être modifiés pour répondre aux dispositions de l'article Rapport 232-1-2. ART. 7 Mise en conformité des portes ou portails automatiques ou semi-automatiques sur les lieux de travail. Art. 8 à Art. 10 Section 4 - Maintenance et vérifications	PM	